

■ Bernard LAHIRE (1999) : **L'invention de l'«illettrisme». Rhétorique publique, éthique et stigmates.** Paris, Coll. Textes à l'appui, Editions La Découverte.

Néologisme créé par « Aide à toute détresse » (ATD)-Quart Monde en 1978, l'« illettrisme » est entré dans le Petit Robert en 1985, un an après son officialisation par le Rapport Des illettrés en France et la création du Groupe interministériel permanent de lutte contre l'illettrisme (GPLI). Fortune rapide, dont B. Lahire (BL désormais) a cherché à montrer les tenants et aboutissants.

L'objet de sa recherche, ce n'est pas l'illettrisme – « une des formes contemporaines de l'inégalité sociale : l'inégalité face à l'écrit » (1) - mais « la fabrique publique de l'« illettrisme » » « en tant que problème social, » construit par les « producteurs (...) de discours sur le monde social » : associations, médias, experts et rapports d'instances officielles, formateurs, chercheurs (notamment linguistes et sociologues), voire personnages de romans...

Le contenu du corpus est analysé de plusieurs points de vue :

- un point de vue sociohistorique qui permet de mettre en évidence les grandes phases de la construction du problème social (chap. 1) ;
- un point de vue rhétorique qui rend visibles les « lieux communs » des discours (chap. 2) ;
- un point de vue sociodramatique qui met en scène les protagonistes – « experts » et « savants » - de luttes pour le pouvoir symbolique et institutionnel dans le champ (chap. 3) ;
- un point de vue sociocritique qui débusque, sous la généreuse dénonciation des souffrances des « illettrés » des effets pervers de stigmatisation, d'instrumentalisation politique (chap. 4 - 5).

Il s'agit pour BL, de mettre en évidence un « fonds discursif commun », qui permette d'explicitier l'implicite, de cerner les présupposés idéologiques, les implications logiques et sociales, les effets sociaux de ces discours dont l'évolution tend à masquer les causes économiques et sociales des inégalités par des aspirations éthiques au « vivre ensemble » et des remédiations culturelles.

Ce « déplacement » n'est pas particulier à l'« illettrisme » : BL met l'accent sur « la progressive promotion dans l'espace social et politique des définitions culturelles du monde social (...), l'intérêt accru sociologiquement pour les dimensions culturelles et symboliques des phénomènes sociaux (inégalités scolaires, inégalités d'accès à la culture légitime, violence symbolique...), la progression étonnante d'un problème social dans l'ordre hiérarchique des « problèmes sociaux légitimes », (...) la diffusion puis l'intériorisation de l'idée selon laquelle la définition de l'« Homme », de la pleine humanité, passe nécessairement par l'entrée dans la culture de l'écrit ».

(1) Voir entre autres, du même BL, *Culture écrite et inégalités scolaires. Sociologie de l'« échec scolaire » à l'école primaire.* PUL, 1993, *La raison des plus faibles. Rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires.* PUL, 1993, *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action.* Nathan, 1998

Cette promotion est selon lui un « symptôme, parmi d'autres, de cette nouvelle centralité de la culture (essentiellement littéraire ou livresque) dans la perception du monde social et de ses problèmes. De l'« illettrisme » facteur parmi d'autres d'« exclusion » ou problème parmi d'autres, on va passer à l'« illettrisme » source, cause, ou symbole suprême de l'exclusion. (...) Ce mouvement est accompagné par des intellectuels qui font du manque de lecture le comble de la misère humaine ». Ainsi D. Sallenave (2) qui évoque la « douleur de la vie sans les livres » : « ce qui sépare les hommes le plus gravement, le plus radicalement, ce n'est pas l'argent, les places, la réussite, l'accomplissement social, ce n'est même pas la « culture », c'est la lecture : la présence ou l'absence des livres dans la vie quotidienne ».

La promotion de l'illettrisme comme problème social résumant l'exclusion, s'inscrirait donc sous le signe d'une série de confiscations : de l'économique et du social par le culturel, du culturel par l'éthique du « vivre ensemble », de la culture par la lecture, de la lecture par des pratiques lettrées.

La thèse a de quoi faire bondir les lettrés, les didacticiens que nous sommes. Elle peut aussi nous donner à réfléchir...

BL dénonce à juste titre un débat public mythificateur (chap 1 et 2).

La plus grande confusion y règne sur ce qu'on entend par savoir lire, savoir écrire : déchiffrer/copier ? Comprendre/rédiger des écrits diversifiés ? Maîtriser des techniques ou une culture écrite ? On reste le plus souvent dans l'implicite. On cite des enquêtes, des évaluations : mais que décrivent-elles ? Que mesurent-elles ? Où est le problème ? Là n'est pas la question. « Les discours, B. L. le souligne, ne parlent pas d'inégalité sociale face à l'écrit, mais d'éthique, de pouvoir, de valeurs morales, de citoyenneté, de violence ». A l'image du débat sur l'École, me semble-t-il.

Le discours d'ATD-Quart Monde, source et prototype de l'ensemble du corpus des années 60 aux années 80, en témoigne. Au départ, l'illettrisme, problème des personnes les plus « démunies » parmi d'autres (chômage, logement, santé...). Puis l'« illettrisme » s'autonomise et devient le problème n° 1, la cause de l'exclusion, et enfin, avec son officialisation, un problème en soi, déconnecté des autres. Cette évolution s'accompagne d'une extension du champ : partant de la définition de l'analphabète fonctionnel donnée par l'UNESCO (1958) « personne incapable de lire et d'écrire en le comprenant un exposé simple et bref de faits en rapport avec la vie quotidienne », on en vient à l'illettrisme comme incapacité d'accéder à l'Écrit fondateur de l'identité, de la pensée, voire de toute identité et de toute pensée, et sans lequel il serait impossible de maîtriser son propre destin et celui de l'environnement. BL le souligne : la dénonciation ne vise pas les causes économiques et sociales de la grande pauvreté, de l'illettrisme, elle ne remet pas en cause l'ordre établi ; son enjeu est une prise de conscience des plus riches et des plus cultivés grâce à des réseaux sociaux efficaces dans les médias et les instances d'État, pour y remédier.

(2) D. Sallenave *Le don des morts. Sur la littérature*. Gallimard, 1991

Comment s'explique la fortune sociale et politique de l'« illettrisme » ? Selon BL, grâce à son flou sémantique. C'est, dit-il, une « catégorie attrape-tout » au service d'une thématique émotionnelle :

- l'Écrit, et singulièrement la lecture, clé de toute identité, de tout savoir, de toute humanité, de « la maîtrise de soi et de son destin » à l'autonomie, la dignité, la citoyenneté ;
- d'où la figure de « l'illettré honteux », dissimulant son handicap : sans identité, exclu, interdit de bonheur, de vie, d'humanité (en témoignent les personnages romanesques évoqués dans le chap. 4) ; d'où l'image de la « langue illettrée », limitée, approximative, inorganisée, en un mot : pauvre... ; les « sans livres » comme dit D. Sallenave – c'est-à-dire les sans littérature – ne peuvent ni « déchiffrer » ni « transfigurer » le monde, ils mènent des vies « mutilées », sans pensée, sans « examen », qui ne sont pas de « vraies vies », des vies humaines ;
- l'enchaînement : illettrisme < exclusion < violence < délinquance ; faute de mots, on frappe : « s'ils avaient des mots, non seulement pour dire mais pour ressentir, ils seraient moins enclins à recourir aux injures, aux crachats, aux coups » ;
- l'illettrisme, marque de la fracture sociale, menace contre la cohésion sociale ;
- l'illettrisme, « affaire d'État » où il s'agit de « combattre la fracture par la culture ».

Cette thématique peut unir dans un consensus (mou...) un ensemble hétéroclite d'acteurs sociaux de « bonne volonté » : pédagogues en lutte contre l'échec scolaire, acteurs du « soutien scolaire », formateurs de « mauvais lecteurs », de « bas niveaux de qualification », travailleurs sociaux en charge des personnes en « difficulté d'insertion », associations travaillant auprès des plus pauvres, responsables institutionnels et politiques... C'est ainsi que ce « lieu commun de nombreux fantasmes sociaux », ce « mythe social collectivement entretenu », « construit socio-politiquement », va constituer une véritable « catégorie de perception du monde » où l'ordre culturel est premier, et devenir une affaire d'État.

La rhétorique, classique, des discours sur l'« illettrisme » s'avère des plus efficaces :

- une multiplicité de définitions à géométrie variable du savoir lire, du savoir écrire, compte tenu du grand nombre d'agents et d'institutions en lutte pour l'appropriation du champ et des évolutions propres à chacun : d'ATD-Quart Monde à l'AFL, de l'INSEE à Infométrie, du Ministère de la Défense à l'UNESCO..., sans oublier le GPLI qui, après un temps de quasi monopole se voit à son tour dépossédé (voir dans le chap. 3 la charge contre A. Bentolila) ; un fait remarquable : l'extension croissante de ces définitions dans les années 90, de la lecture à la lecture/production d'écrits diversifiés et à la communication en général (3), voire à l'utilisation des outils et du raisonnement logiques, au repérage dans l'espace

(3) Le GPLI évoque un « illettrisme technologique », comme difficulté à interagir en utilisant les techniques nouvelles.

- et le temps, voire pour l'AFL la possibilité de s'inscrire dans les réseaux de pensée et de pouvoir auxquels seul l'écrit donnerait accès ;
- des données chiffrées (quand il y en a) à l'image d'un fléau social à l'irrésistible progression, de 50 000 illettrés en 1982 à 9 millions dans les années 90 ; pour l'AFL, la moitié de la population est illettrée, et 70 à 80 % n'est pas « lecturisée » ; on en convient : définitions et chiffres sont variables mais « il existe une unanimité pour reconnaître l'accroissement rapide de l'illettrisme dans tous les pays développés » ; CQFD ; le gonflement des chiffres traduit-il une progression du phénomène ou des définitions de plus en plus extensives, ou un intérêt social et politique croissant, ou des méthodologies d'enquête douteuses... ? Au demeurant dit BL, la fonction des chiffres n'est pas de produire des preuves d'ordre logique, mais des effets de réel en opérant un « durcissement statistique de problèmes flous » ; il s'agit plutôt de « preuves rhétoriques » dans la « compétition sémantique et sociale » pour la conquête du pouvoir dans le champ ;
 - une mise en scène dramatique de cas spectaculaires, des vies de « misérables », d'« humiliés », d'« offensés », mais l'espérance de « résurrections » ;
 - une amplification qui vise à faire scandale en recourant à des métaphores d'épidémie, de guerre, sur fond d'appel à défendre les valeurs de la République, de la Démocratie, de la Citoyenneté, de l'Humanité en danger : « des millions d'hommes sont interdits de culture, victimes de la plus injuste des inégalités », frappés d'un « handicap social et culturel » (A. Bentalba ira jusqu'à parler d'« autisme social »), qui empêche toute insertion durable dans l'emploi.

C'est la rhétorique au sens de Quintilien : « l'art de parler de ce qui pose problème dans les affaires civiles, de manière à persuader ». Il s'agit de bouleverser et non d'informer, de produire des effets de réel et non d'argumenter, de faire appel à l'émotionnel et non au rationnel. On n'est pas dans l'ordre de la preuve mais de la passion.

Et si l'« illettrisme », demande BL, exprimait avant tout une émotion de lettrés découvrant les inégalités à l'égard de l'écrit ? Un « fantasme de lettrés » inconscients de leur ethnocentrisme culturel, social et des effets pervers de stigmatisation qu'ils produisent. Son analyse mordante, qui va de l'Abbé Grégoire à P. Bourdieu ou D. Sallenave (chap. 5), est sans doute aussi excessive que les discours mis en question. Encore que...

Arrêtons-nous sur la question de la définition du savoir lire/écrire, et des effets pervers de son extension sur les évaluations du phénomène. J'ai travaillé avec d'autres dans le sens d'une inscription des questions de lecture dans des problématiques concernant la lecture/production d'écrits sociaux diversifiés, le langage oral et écrit, les modes de communication et de représentation, dans le sens d'une inscription des savoirs scolaires de l'écrit dans une culture qui leur donne saveur, sens et valeur.

Le problème, me semble-t-il, c'est que cette définition – comme celle des apprentissages de base – reste un objet de débat scientifique. D'où la difficulté,

dont le GPLI convient, à définir un savoir lire, un savoir écrire minimal évaluable, seuil en deçà duquel on serait illettré. Mais la notion de savoir minimal en matière d'écrit n'est-elle pas contestable ? La compréhension/production d'écrits relève-t-elle d'apprentissages linéaires hiérarchisables du simple au complexe de type $b+a=ba$? Elle renvoie, dit BL à la complexité, la diversité des pratiques langagières en tant que pratiques sociales : on apprend à pratiquer des genres discursifs donnés dans des schémas de communication donnés, et il n'est pas sûr que ces apprentissages soient transférables. Ce qui se discute aussi. Ce qui est sûr, c'est que le langage est un domaine de problèmes mal définis. Que valent, dans ces conditions, les statistiques d'illettrés ?

Le problème, me semble-t-il, c'est que les définitions extensives – même fondées – sont de toute façon décalées par rapport aux apprentissages scolaires de l'écrit qu'ont connus les adultes « illettrés », apprentissages dominés par le « code » orthographique, syntaxique. Les évaluations ne devraient donc pas s'interpréter en termes de (non)compétences. Elles manifesteraient plutôt l'inadaptation des apprentissages scolaires par rapport aux besoins sociaux actuels en matière de maîtrise du langage écrit. Un retour sur les apprentissages scolaires des « illettrés » (limité mais possible) permettrait sans doute de remonter à certaines causes, y compris d'ordre pédagogique, didactique, de leur rapport négatif à l'écrit.

Mais les questions scientifiques, pédagogiques et didactiques, ne sont guère posées dans le débat public sur l'illettrisme. Et surtout pas la question des relations entre contenus d'enseignement et (in)égalité à l'égard de l'écrit : quelle culture de l'écrit devraient partager tous les jeunes, quelles seraient les conditions, dans l'École et hors de l'École, d'un partage effectif ? L'École est disqualifiée, mise entre parenthèses, tout comme les processus économiques et sociaux de (re)production des inégalités et d'exclusion. Les exigences du nécessaire débat scientifique sont occultées : les politiques, l'opinion exigent des réponses opérationnelles immédiates. Des « savants » se muent en « experts » et le débat scientifique en champ clos de luttes de territoire et de pouvoir (chap. 3).

Le débat public n'ira guère au-delà de fausses évidences : il va de soi que les professionnels de l'École ont échoué, et que les bonnes volontés personnelles, sociales et politiques elles, réussiront (l'AFL va même jusqu'à militer pour une déscolarisation de la « lecturisation », estimant qu'il n'y a d'apprentissage qu'à partir des pratiques sociales et familiales). Pas question d'évaluer les effets réels des actions de lutte contre l'illettrisme : la bonne volonté suffit.

Au total, un livre qui secoue, qui agite, qui ouvre les yeux, qui pose question, un livre passionné et passionnant, partial et éclairant sur un débat public (et une politique) qui instrumentalise(nt) l'accès à l'écrit comme moyen de lutte contre le chômage et l'exclusion.

Mise en scène sociale contestable d'un vrai problème, selon BL, l'« illettrisme » a émergé dans un contexte socio-économique de développement du chômage, de crise de l'emploi qui a mis des adultes dans des situations de (re)scolarisation : stages de reconversion, d'insertion, de formation... Se trou-

vent alors mises en évidence pour certains, une intégration scolaire et un usage social de l'écrit insuffisants qui leur créent d'indéniables difficultés dans leur vie personnelle, professionnelle, sociale, citoyenne. La politique de remédiation culturelle, sous couvert de « lutte contre l'illettrisme », n'a rien changé aux problèmes d'emploi et aux carences de la formation continue. Quelles voies de solution propose la sociologie ? Ce n'est pas son propos, dit BL. Ce qui se discute. Mais alors quelle peut être l'utilité sociale d'une déconstruction sociologique de l'« illettrisme » ? BL aborde la question en conclusion.

Il admet que les discours analysés ont la « bonne conscience démocratique » pour eux, et que la plupart témoignent d'un vrai sentiment d'injustice. C'est aussi son propre cas : il entend dénoncer les manipulations de l'opinion publique, la stigmatisation des « illettrés » et les pièges de l'ethnocentrisme lettré, de la remédiation culturelle à la fracture sociale.

Et après ? Ne risque-t-on pas de désespérer les militants, les formateurs, les responsables politiques engagés dans la lutte contre l'illettrisme, faute d'alternative ? Qu'apporte la déconstruction de l'« illettrisme » à la résolution des problèmes d'inégalités à l'égard de la culture de l'écrit, de la culture langagière ?

Comme BL le souligne, il est nécessaire de formuler les problèmes en toute rigueur. « La lutte légitime contre les inégalités en matière d'accès à la culture écrite ne se légitime pas par la lutte contre le chômage ». Ces inégalités ne sont pas la cause de l'exclusion, de la fracture sociale, elles en sont une dimension parmi d'autres, d'abord économiques et sociales. L'action culturelle ne saurait tenir lieu d'action politique pour passer d'une égalité de droit à une égalité de fait, « pour la transformation de conditions d'existence jugées indignes ». Elles n'en est pas moins, me semble-t-il, une dimension vitale.

Cette conclusion donne envie d'aller au-delà, en partant de ce que BL dit par ailleurs dans son livre. Vers un débat public, vers des mobilisations sociales dont les bases ne soient pas mythificatrices mais conformes à la réalité des faits, tels qu'ils peuvent être rigoureusement décrits, entre autres par des sociologues critiques. Vers des mobilisations des acteurs de la Recherche et de la Formation, des acteurs de l'École pour une culture de l'écrit partagée par tous.

Je me demande dans cette perspective s'il n'y aurait pas lieu de re-finaliser, re-problématiser les recherches en Didactique du Français. Nostalgie du Plan de Rénovation des années 70 ? Voire... Il se pourrait que Sociologie et Didactique soient nécessaires l'une à l'autre.

Hélène Romian